

POLITIQUE Élections sénatoriales Cinq listes pour l'instant dans le Bas-Rhin, quatre dans le Haut-Rhin

Hier mercredi, quatre listes de candidats aux sénatoriales ont été déposées dans le Bas-Rhin, ce qui porte le total à cinq :

- Liste « Bleu Marine pour nos villes et nos villages » : Laurent Gnaedig, Huguette Fatna, Christian Cotelle, Eliane Klein, Gabriel Bastian, Marguerite Lemaire, Jean-Luc Schaffhauser.
- Liste « Proximité et territoires » : Jacques Bigot, Anne-Pernelle Richardot, Christian Gliesch, Virginie Paquet, Hugues Petit, Nathalie Jampoc-Bertrand, Emmanuel Recht.
- Liste « Alsace écologie solidarités territoires » : Andrée Buchmann, Jean-Marc Riebel, Doris Ternoy, Jean-Michel Louche, Régine Dietrich, Patrick Barbier,

Béatrice Dormann.

- Liste « La voix différente du Sénat avec le groupe communiste, républicain et citoyen » : Hülliya Turan, Hervé Gandrieau, Marjorie Amadouche, Mostafa El Hamdani, Lucie Altenbach, Jean-Marc Claus, Laurence Winterhalter.

Dans le Haut-Rhin, une quatrième liste a été déposée hier :

- Liste « Alsace écologie solidarités territoires » : Frédéric Hilbert, Sylviane Kletty, Gilbert Kuntz, Djamilia Sonzogni, Michel Knoerr, Anne Heitzmann-Geiss.

Les DNA publieront un récapitulatif complet samedi matin, le dépôt des candidatures étant clos vendredi soir.

RYTHMES SCOLAIRES Manifestation hier à Colmar « Touche pas à mon mercredi »



La manifestation alsacienne des gilets jaunes a réuni hier une centaine de personnes à Colmar. PHOTO DNA-NICOLAS PINOT

Une centaine de personnes : élus, parents d'élèves et enfants, ont manifesté hier après-midi devant les grilles de la préfecture du Haut-Rhin à Colmar à l'appel des gilets jaunes, contre la réforme des rythmes scolaires. Une vingtaine d'élus municipaux colmariens étaient présents parmi lesquels le maire Gilbert Meyer et le premier adjoint et conseiller régional Yves Hemedinger. Ils étaient accompagnés de Dominique Schmitt, le maire de Heiteren qui s'était illustré

mercredi dernier en fermant l'accès de l'école aux élèves. Dans une ambiance bon enfant, les manifestants ont bloqué la rue Bruat durant une demi-heure avant de respecter une minute de silence et de se disperser dans le calme. Élus et parents continuent de dénoncer « l'inégalité » d'une réforme qui épargne les écoles privées et les surcoûts qu'elle génère pour les ménages et les collectivités locales, ainsi que « la désorganisation des familles et des associations ».

GUEBWILLER

Une « manif » pour le train

Soucieuses de voir le dossier de la réouverture de la ligne ferroviaire Bollwiller - Guebwiller aboutir rapidement, la section locale Europe Écologie Les Verts Plaine - 3 Vallées et plusieurs associations locales appellent à une manifestation samedi 13 septembre à 14 h 30 (départ derrière le McDonald's) à

Guebwiller. Le Contrat de plan Etat-Région 2014-2020 (sur lequel figure cette réouverture considérée comme une « priorité » pour Philippe Richert, président de la Région) n'a toujours pas été signé en raison, notamment, de questions financières liées à l'abandon de l'écotaxe.

LOISIRS

Des aides financières pour la réhabilitation du patrimoine auto-moto

La Fondation du patrimoine, grâce à son partenariat avec Motul, apporte depuis 2008 son concours financier à des projets de sauvegarde et de valorisation du patrimoine motorisé roulant. Cette action, qui a déjà contribué au financement de 23 projets de restauration de véhicules remarquables, contribue au maintien de nombreux métiers d'excellence. La Fondation du patrimoine et Motul lancent donc le grand prix pour la préservation du patrimoine auto-moto, doté de 30 000 € (20 000 € pour l'automobile, 10 000 € pour la moto). Le jury composé d'experts pourra attribuer chacune de ces dotations, en tout ou partie, à un ou plusieurs projets de restauration remarquables d'une automobile et d'une moto, exposées dans des musées. La participation à ce prix est

gratuite et ouverte à tout musée et à tout propriétaire privé, public ou associatif d'automobiles ou de motos, exposées dans un musée implanté en France. Le dossier de candidature et le règlement du prix sont téléchargeables sur www.fondation-patrimoine.org/prix-auto-moto. Le Prix auto sera remis en février 2015 à l'occasion du Salon Rétromobile, et le Prix moto en novembre 2015 lors du salon Moto Légende. Les projets qui ne seront pas primés pourront éventuellement bénéficier d'un soutien financier dans le cadre du mécénat qui existe entre les deux partenaires. Les véhicules ayant déjà bénéficié de ce mécénat sont également à découvrir sur le site internet : www.fondation-patrimoine.org/projets-motul

POLITIQUE Réforme territoriale

Daniel Hoeffel : l'Alsace rhénane

Daniel Hoeffel est sévère avec la réforme territoriale du gouvernement. Il s'indigne qu'une spécificité soit reconnue à la Bretagne ou à la Corse, et pas à l'Alsace.

-Comment l'ancien ministre juge-t-il la réforme territoriale en cours ?

-J'ai trois critiques. Je vois d'abord le désordre avec lequel le gouvernement met en route les différentes réformes concernant les collectivités territoriales. Il y a pourtant eu, à droite comme à gauche, des réflexions, celle de la commission Mauroy en l'an 2000 - j'en ai fait partie - celle de la commission Balladur en 2008-2009. Tout cela a été négligé. Il faut se mettre à la place des conseils généraux : après la disparition du conseiller territorial, ils ont vécu dans la douleur un redécoupage cantonal dont les contentieux sont encore très nombreux pour apprendre ensuite que l'institution elle-même est appelée à disparaître ! Quant aux communautés de communes, elles ont été réorganisées. Et tout cela se trouve balayé, menacé ou englouti par la nouvelle réforme régionale et départementale.

« L'exercice cartographique doit découler du processus »

Deuxième critique : si l'on veut réorganiser le pays, faisons-le en fonction de territoires pertinents, dans une conception claire de l'aménagement du territoire. L'exercice cartographique doit découler du processus, et non pas se faire ainsi avec des fluctua-



Daniel Hoeffel : « L'élargissement de la région mettra en péril la coopération transfrontalière ». PHOTO ARCHIVES DNA

tions au jour le jour. Troisième critique : où est la légitimité populaire de ces redécoupages sans consultation préalable ? Avant la loi d'aménagement du territoire de 1995, nous avions sillonné toute la France pour préparer et expliquer notre projet avec toutes les forces vives des régions.

-L'un des arguments, ce sont les économies attendues de cette réorganisation...

-Un ministre nous annonce entre 30 et 40 milliards d'économie : des chiffres en l'air, qui ne sont étayés par rien d'objectif... Or si notre référendum alsacien a échoué, c'est notamment en raison du flou sur les économies réelles que pouvait apporter la réforme.

-Pour l'Alsace, quel serait le chemin à suivre dans le guépier que vous décrivez ?

-L'élargissement de l'Alsace, vers

une région à deux, à trois - ou même à quatre avec la Franche-Comté - mettra en péril l'efficacité de la coopération transfrontalière. Or pour l'économie et l'emploi, la coopération avec Suisses et Allemands est fondamentale. Autre point : en vertu de quoi la Bretagne et la Corse se voient-elles reconnaître une spécificité et une identité qui nous sont refusées ? Nous avons à faire valoir notre potentiel économique et culturel particulier. Enfin, quand un exercice de cette ampleur se fait, ne faudrait-il pas enfin penser à l'échelle européenne ? Il existe une Europe rhénane et c'est un atout formidable pour l'Europe et pour la France ! ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR JACQUES FORTIER

EN QUELQUES DATES

► Naissance à Strasbourg en 1929. ► Maire de Handschuheim de 1965 à 2008. ► Sénateur du Bas-Rhin de 1977 à 1978, de 1981 à 1986, de 1995 à 2004. ► Secrétaire d'État à la Santé (1978-1980), puis ministre des Transports (1980-1981). Ministre délégué à l'Aménagement du territoire et aux collectivités locales (1993-1995). ► Président du conseil général du Bas-Rhin de 1979 à 1998. ► Président de l'association des maires de France de 2002 à 2004.

LE COLLECTIF « NON À LA FUSION » RENONCE À MANIFESTER LE 20 SEPTEMBRE

Au nom d'« une certaine idée de l'Alsace », le collectif « Non à la fusion Alsace-Lorraine » renonce à la manifestation prévue à Strasbourg le 20 septembre. Il appelle ceux qui envisageaient de s'y rendre à rejoindre la grande manifestation programmée pour le 11 octobre. « Initiateurs du mouvement, écrit le collectif, ses porte-parole continueront à faire entendre leur slogan « Touche pas à l'Alsace ». Ce collectif, qui regroupe notamment des élus UMP, centristes, du mouvement autonomiste *Unser Land* et du parti radical de

gauche, avait organisé des manifestations à Strasbourg et Colmar le 28 juin dernier. « Le bon sens politique alsacien lié à l'appel à une manifestation unie le 11 octobre 2014 à Strasbourg font que nous appelons naturellement, à notre tour, les Alsaciens à se retrouver « unis » à cette date-là », expliquent les organisateurs. Par ailleurs, Jean-Luc Schaffhauser, député européen (FN/Bleu Marine) et conseiller municipal de Strasbourg, a annoncé qu'il serait de la manifestation du 11 octobre.



La manifestation du 28 juin à Strasbourg. PHOTO DNA - MICHEL FRISON

ENVIRONNEMENT Stocamine

Déstockage en panne

Le processus de déstockage des déchets mercuriels et arsénisés de Stocamine est-il compromis ? La question se pose de façon de plus en plus insistante. Il semblerait que l'administration allemande n'ait pas véritablement envie de délivrer l'autorisation nécessaire.

CAR CES DÉCHETS, selon le scénario mis en place par la direction de Stocamine, devraient être transportés de Wittelsheim jusqu'en Allemagne puis restockés dans la mine de Sondershausen. « L'administration française a fait sa part puis a transféré le dossier à l'administration allemande. Depuis, celle-ci nous pose toujours de nouvelles questions. Nous devons en être à la 5^e



Le collectif Destocamine va protester auprès de Ségolène Royal, ministre de l'Environnement. PHOTO DNA - FZ

série de questions. On peut en effet avoir l'impression que l'administration allemande n'a pas envie de déboucher sur une autorisation », confiait hier soir

Alain Rollet, président de Stocamine, qui cherche maintenant à obtenir une réponse précise. « Je ne cache pas que nous explorons d'autres voies, ajoute-t-il. Une

autre entreprise allemande pourrait accueillir ces déchets : Herfa Neurode. A défaut, Stocamine pourrait prospecter vers la Pologne... ou plus loin encore. Devant cette situation, les défenseurs de l'environnement réunis dans le collectif Destocamine s'interrogent : « Y aurait-il au final volenté d'imposer le confinement total ? » Ils reprennent donc le combat en envoyant une lettre ouverte à Mme Royal pour lui demander de « réévaluer le projet de fermeture du site MDP ». « Car le compte n'y est pas et les élus s'y sont laissés prendre », commente Yann Flory en lançant un appel à la mobilisation citoyenne le 11 octobre prochain devant le site de Stocamine à Wittelsheim à 14h. ■